

À la manière de Vaclav Havel

« Vivre dans la vérité »

pour s'opposer au « mensonge » de la dissuasion nucléaire

Jean-Marie Muller *

En 1984, dans un texte intitulé « La politique et la conscience », Vaclav Havel affirme les principes de sa « dissidence » face au pouvoir totalitaire des régimes communistes et élargit sa réflexion à l'ensemble des sociétés occidentales. Il énonce la tâche fondamentale de ceux qui veulent vivre en êtres libres : « Cette tâche consiste à faire front à l'automatisme irrationnel du pouvoir anonyme, impersonnel et inhumain des idéologies, des systèmes, des appareils, des bureaucraties, des langues artificielles et des slogans politiques ; (...) à faire confiance à la voix de notre conscience (...); à ne pas avoir honte d'être capables d'amour (...); à servir en toute circonstance la vérité en tant qu'expérience existentielle¹. »

La vie dans la vérité « ici et maintenant » n'a pas seulement une « dimension existentielle », « elle a aussi une dimension politique² ». Selon Havel, la politique est « une des manières de chercher et d'acquérir un sens dans la vie ; une des manières de protéger et de servir ce sens ; c'est la politique comme morale agissante, comme service de la vérité³. » « La vie dans la vérité » menace directement « la vie dans le mensonge » qui structure la société. Elle constitue la véritable force de contestation, d'opposition au système dominant. Certes, dans un premier temps, cette confrontation « n'est en aucune sorte une confrontation au niveau du pouvoir effectif institutionnalisé et quantifiable, s'appuyant sur un quelconque instrument de pouvoir direct ; la confrontation a lieu à un autre niveau, celui de la conscience humaine, c'est-à-dire à un niveau existentiel⁴. » Toutefois, selon Vaclav Havel, « la vie dans la vérité » ne saurait se réduire à une réflexion conceptuelle, elle comprend des actes citoyens publics par lesquels des individus se révoltent contre la manipulation dont ils sont l'objet. Bien que nul ne puisse le prévoir, il est légitime de penser que cette force d'opposition prendra suffisamment d'ampleur pour s'exprimer à travers un mouvement politique qui vienne directement rivaliser avec le pouvoir effectif. Cette confrontation peut alors provoquer un « événement politique » qui permettra d'exercer une pression réelle sur les structures officielles et de vaincre le pouvoir du système de la « vie dans le mensonge ».

Il ne s'agit pas de diviser les citoyens en deux camps strictement séparés. Chacun est appelé à vivre dans la vérité, car « en chacun, il y a un peu de désir de dignité humaine personnelle, d'intégrité

1

Vaclav Havel, *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, p. 243.

2 *Ibid.*, p. 88.

3 *Ibid.*, p. 245.

4 *Ibid.*, p. 89-90.

morale, d'expérience libre de l'être⁵. » Le dissident « a montré à chacun qu'il est possible de vivre dans la vérité⁶ ». « Tous ceux qui vivent présentement dans le mensonge peuvent à tout moment – du moins théoriquement – être atteints par la force de la vérité⁷ ». Le dissident veut nourrir l'espoir, difficile et indéterminé, que sa parole est susceptible de rayonner et de déconstruire le mensonge. Cependant, même s'il n'est pas sûr que la vérité finisse par triompher, il a la conviction essentielle que vivre la vérité a toujours un sens.

La dissidence nucléaire

Il me semble que les réflexions de Vaclav Havel sur la dissidence peuvent s'appliquer à la résistance contre l'État nucléaire, à la « dissidence nucléaire ». L'idéologie qui prétend que l'arme nucléaire constitue une garantie pour la paix dans le monde est tout entière structurée par un mensonge formidable constitué par quatre composantes : un mensonge éthique, un mensonge politique, un mensonge stratégique, un mensonge diplomatique. L'arme nucléaire n'est pas une arme légitime de défense, mais une arme criminelle de terreur, de destruction, de dévastation et d'anéantissement. Les citoyens qui, ne serait-ce que par leur silence, s'accommodent de la préméditation du crime nucléaire « vivent dans le mensonge ». L'individu n'est pas obligé de croire aux mystifications qui prétendent justifier le mensonge nucléaire. Il suffit qu'il se comporte en faisant semblant d'y croire. C'est surtout l'*indifférence* qui est le ciment d'un consensus apparent. Dès lors, pour « vivre dans la vérité », les citoyens ont le devoir de contester ouvertement la dissuasion nucléaire. Cette opposition s'origine dans une expérience existentielle et, dans le même temps, elle constitue une contestation éminemment politique. Certes, le mensonge nucléaire n'est pas le seul mensonge qui gangrène le tissu social. Il existe d'autres mensonges économiques et sociaux, mais le mensonge nucléaire apparaît comme le reniement le plus flagrant des valeurs éthiques qui fondent la civilisation, alors même que c'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu.

Ce choix de « vivre dans la vérité », qui s'impose à tout homme de conscience, n'est pas d'abord le choix d'une stratégie qui se justifierait par son efficacité en termes de pouvoir direct. Il se justifie par lui-même et pour lui-même et alors même qu'il s'exprime à travers des actes politiques, ceux-ci doivent toujours conserver en eux le sceau spécifique de leur origine existentielle.

L'exigence de « vivre dans la vérité » est un impératif catégorique dont le respect doit être immédiat quelle que soit l'attitude des autres. Selon Emmanuel Lévinas, l'engagement éthique « est non symétrique ». Je dois assumer ma responsabilité éthique sans attendre de l'autre la réciproque : « La réciproque, c'est *son* affaire⁸. » S'agissant du mensonge nucléaire, toutes les discussions sur l'unilatéralité ou la multilatéralité concernant le désarmement sont hors sujet. L'essence même de l'exigence de vérité est d'être unilatérale « ici et maintenant ». Quel sens peut-il y avoir à continuer de vivre personnellement dans le mensonge dans l'attente de lendemains hypothétiques où tous les autres décideront de vivre dans la vérité ? Certes, le mensonge nucléaire n'est pas seulement français, il est mondial. Mais pour les citoyens français c'est en France qu'ils se trouvent confrontés au mensonge nucléaire et c'est en France qu'ils doivent s'en libérer.

La résolution de l'ONU du 24 novembre 1961 affirme : « Tout État qui emploie des armes nucléaires doit être considéré comme commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation. » Il a souvent été dit que l'arme nucléaire était une arme de non-emploi, mais il n'en est rien. Le 29 octobre 2014, le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian, a déclaré à l'Assemblée nationale : « En termes tactiques, la composante aéroportée offre au chef de l'État un large panel d'options stratégiques,

5

Ibid., p. 85.

6

Ibid., p. 87.

7

Ibid., p. 90.

8

Emmanuel Lévinas, *Éthique et infini*, Le Livre de Poche, 1982, p. 94-95.

et donc un spectre plus large d'actions possibles. Elle évite le « tout ou rien » et permet de lancer un avertissement nucléaire sans dévoiler la composante océanique stratégique. » Ainsi, la France se réserve le droit de lancer une attaque nucléaire en premier. Mais le ministre ne semble pas avoir conscience des conséquences humaines cataclysmiques de ce crime nucléaire. En réalité, un tel scénario est véritablement impensable. Ici apparaît dans toute sa gravité le « mensonge nucléaire ». Et la responsabilité de tout citoyen français est directement engagée dans ce mensonge. Dans une démocratie, ce sont les citoyens et non les dirigeants qui sont dépositaires du pouvoir souverain.

Les dissidents nucléaires sont aujourd'hui minoritaires, mais ils se gardent de mépriser ceux qui sont encore prisonniers du mensonge nucléaire ; ceux-ci sont davantage victimes que coupables ; victimes de la manipulation de l'État nucléaire. Mais tous peuvent à tout moment être atteints par la force de la vérité. Car en chacun il y a le désir de l'intégrité morale. C'est pourquoi les dissidents veulent nourrir l'espoir, difficile et indéterminé, que leur parole est susceptible de rayonner et de briser l'idole nucléaire.

Parce que « la vérité » s'attaque à la racine du mensonge nucléaire, elle est en définitive l'arme la plus efficace pour libérer la société française des armes nucléaires.

* Philosophe et écrivain, Jean-Marie Muller vient de publier *Libérer la France des armes nucléaires, La préméditation d'un crime contre l'humanité* (Chronique Sociale).

Lauréat 2013 du Prix international de la fondation indienne Jamnalal Bajaj pour la promotion des valeurs gandhiennes.

www.jean-marie-muller.fr